

F. 98 — 3220

[C - 98/29462]

**13 JUILLET 1998. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Il est porté assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française, signé à Bruxelles, le 30 avril 1998 annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998 :*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret : n° 239-1. — Rapport : n° 239-2.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 23 juin 1998. — Adoption. Séance du 7 juillet 1998.

—————  
Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 92bis;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Vu les matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup> et 128 de la Constitution;

Vu les matières visées à l'article 3 du décret II du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993;

Considérant la nécessité de mieux assurer dans l'ordre international, les intérêts des francophones;

Soucieux d'assurer une meilleure cohérence entre la politique de la Communauté française et la politique de la Commission communautaire française dans l'ordre international à ce sujet.

Considérant que la déclaration de politique communautaire du 10 juin 1995 stipule que : « la Communauté française poursuivra et développera une action internationale cohérente et dynamique en étroite collaboration avec les autorités régionales. Son action sera centrée principalement sur deux pôles géographiques, l'Europe et la francophonie ».

Elle poursuit : « le Gouvernement veillera à dégager les synergies nécessaires avec les intérêts régionaux afin d'organiser leur coopération dans l'ordre international ».

Considérant que la déclaration de politique générale du Collège de la Commission communautaire française du 5 juillet 1995 prévoit : « Le Collège proposera de conclure un contrat avec le Commissariat Général aux Relations internationales régissant la défense des intérêts des francophones bruxellois sur le plan international ».

Considérant qu'en vertu de l'article 92bis de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, les entités fédérées peuvent passer des accords de coopération pour les matières qui les concernent.

Considérant que les Gouvernements de la Communauté française et de la Commission communautaire française souhaitent renforcer leur coopération sur les scènes interne et externe pour les Relations internationales.

Considérant qu'ils désirent instaurer des mécanismes de coopération et notamment permettre à la Commission communautaire française de recourir aux services du Commissariat Général aux Relations internationales de la Communauté française.

Considérant que l'accord de coopération a pour objet de régler les modalités d'exercice des Relations internationales de la Commission communautaire française : synergies, services communs à l'étranger, recours au Commissariat Général aux Relations internationales, et ce avec la Communauté française.

Considérant que cet accord de coopération s'inscrit dans le cadre des règles juridiques, budgétaires et de tutelle concernant notamment le statut du Commissariat Général aux Relations internationales créé par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982.

Considérant que les articles du présent accord n'appellent pas de commentaire.  
La Communauté française, représentée par son Gouvernement,  
La Commission communautaire française représentée par le Collège,  
ont convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- le Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française de Belgique;
- le Collège : le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- le Commissariat : le Commissariat général aux Relations internationales;
- la Commission : la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- le décret II : le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française
- le décret III : le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;
- les matières communautaires : les matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup> et 128 de la Constitution;
- les matières transférées : les matières visées à l'article 3 du décret II du 19 juillet 1993 et du décret III du 22 juillet 1993;
- les compétences de la Commission communautaire française : les compétences exercées sur base de l'article 138 de la Constitution.

#### Article 2

Sans préjudice des missions que le Commissariat assume pour le compte de la Communauté française en exécution du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales et des décisions du Gouvernement communautaire, le Collège charge le Commissariat de préparer et de gérer les Relations internationales de la Commission dans les matières transférées en concertation avec l'administration de la Commission.

#### Article 3

Le membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions charge directement le Commissariat de l'exécution des missions visées à l'article 2.

Le personnel du Commissariat conserve la qualité de personnel de la Communauté française. Le statut du personnel du Commissariat est inchangé.

Le Commissariat effectue les missions visées à l'article 2 de la même façon que celles visées dans le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales.

En cas de contrariété d'intérêt, et notamment dans les cas où une mission confiée au Commissariat par le Collège devrait se dérouler dans un pays avec lequel la Communauté française a rompu ses relations pour des raisons politiques, le Commissariat prévient le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions. Dans ce cas, le Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut s'opposer, après concertation avec le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses compétences, à l'exécution de la mission confiée par le Collège au Commissariat.

#### Article 4

Le Commissariat exécute les missions visées à l'article 2 dans le cadre d'un crédit annuel de 12,5 millions mis à sa disposition par la Commission et comptabilisé au moyen d'un article budgétaire spécifique.

#### Article 5

Le Commissariat soumet les projets à l'accord du Membre du Collège ayant les Relations internationales dans ses attributions. Il en informe le Membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions.

Le Commissariat informe le Membre du Collège sectoriellement compétent.

En cas de contrariété d'intérêt, et notamment dans les cas où une mission confiée au Commissariat par le Collège devrait se dérouler dans un pays avec lequel la Communauté française a rompu ses relations pour des raisons politiques, le Commissariat prévient le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses attributions et le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a les Relations internationales dans ses attributions. Dans ce cas, le Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut s'opposer, après concertation avec le Membre du Collège qui a les Relations internationales dans ses compétences, à l'exécution de la mission confiée par le Collège au Commissariat.

#### Article 6

La Communauté française et la Commission s'engagent à se concerter afin d'assurer une présence optimale de la Belgique francophone sur la scène internationale.

#### Article 7

La Communauté française et la Commission peuvent, si elles l'estiment nécessaire, conclure conjointement certains accords avec des partenaires étrangers.

#### Article 8

Lorsque la Communauté française et la Commission décident de participer à une même manifestation internationale à l'étranger, le Ministre et le Membre du Collège compétents en matière de Relations internationales veillent à assurer une présence conjointe des services et départements respectifs et s'entendent sur la composition de cette représentation et sur la répartition des coûts.

## Article 9

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.  
Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois.

## Article 10

L'accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française du 30 mars 1995 est abrogé.

Bruxelles, le 30 avril 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Pour le Collège :  
H. HASQUIN

## VERTALING

N. 98 — 3220

[C - 98/29462]

**13 JULI 1998. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie (1)**

De raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Toestemming wordt gegeven aan het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend te Brussel op 30 april 1998, als bijlage bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

## Nota

(1) *Zitting 1997-1998 :*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 239-1. — Verslag : nr. 239-2.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 23 juni 1998. Aanneming. Vergadering van 7 juli 1998.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de uitoefening van de Internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 92bis;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet;

Gelet op de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 van het decreet II van 19 juli 1993 en van het decreet III van 22 juli 1993;

Overwegende de noodzaak om de belangen van de Franstaligen beter te verzekeren op internationaal vlak;

In een streven naar meer coherentie tussen het beleid van de Franse Gemeenschap en dat van de Franse Gemeenschapscommissie op internationaal vlak in dat opzicht.

Overwegende dat de verklaring inzake gemeenschapsbeleid van 10 juni 1995 bepaalt dat : « de Franse Gemeenschap een dynamisch en coherent internationaal programma voortzet en uitbouwt in nauwe samenwerking met de gewestelijke overheid. Haar actieprogramma is toegespitst op twee geografische polen : Europa en de Franstalige wereld ».

Ze vervolgt : « de Regering zal erop toezien dat de nodige synergieën ontstaan met de gewestelijke belangen met het oog op de samenwerking op internationaal vlak ».

Overwegende dat de verklaring inzake algemeen beleid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 1995 bepaalt : « Het College stelt voor een contract te sluiten met het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen tot regeling van de behartiging van de belangen van de Franstalige Brusselaars op internationaal vlak ».

Overwegende dat krachtens artikel 92 *bis* van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur de gefedereerde entiteiten samenwerkingsakkoorden mogen sluiten voor de aangelegenheden die hun aanbelangen.

Overwegende dat de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschapscommissie hun samenwerking inzake Internationale betrekkingen op intern en extern vlak willen uitbreiden.

Overwegende dat ze samenwerkingmechanismen willen creëren en met name de Franse Gemeenschapscommissie de mogelijkheid willen geven om beroep te kunnen doen op de diensten van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap.

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord de uitoefeningsmodaliteiten inzake Internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschapscommissie dient te regelen : synergieën, gemeenschappelijke diensten in het buitenland, wending tot het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen, en dit met de Franse Gemeenschap.

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord past in het kader van de juridische, budgettaire en toezichtsregels betreffende met name het statuut van het Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen, opgericht bij decreet van 1 juli 1982.

Overwegende dat de artikelen van dit akkoord geen commentaar behoeven.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College,

zijn overeengekomen hetgeen volgt :

#### Artikel 1

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

- de Gemeenschapsregering : de Franse Gemeenschapsregering van België;
- het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- het Commissariaat : het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen;
- de Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- decreet II : decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- decreet III : decreet III van de Vergadering van de Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- de gemeenschapsaangelegenheden : de aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, §1 en 128 van de Grondwet;
- de overgehevelde aangelegenheden : de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 van decreet II van 19 juli 1993 en van decreet III van 22 juli 1993;
- de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie : de bevoegdheden uitgeoefend op grond van artikel 138 van de Grondwet.

#### Artikel 2

Onverminderd de opdrachten die het Commissariaat uitvoert voor rekening van de Franse Gemeenschap in uitvoering van het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen en de beslissingen van de Gemeenschapsregering, belast het College het Commissariaat met de voorbereiding en het beheer van de Internationale betrekkingen van de Commissie voor de overgehevelde aangelegenheden in overleg met de Administratie van de Commissie.

#### Artikel 3

Het lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen belast rechtstreeks het Commissariaat met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 2.

Het personeel van het Commissariaat behoudt de hoedanigheid van personeel van de Franse Gemeenschap.

Het statuut van het personeel van het Commissariaat blijft ongewijzigd.

Het Commissariaat oefent de opdrachten bedoeld in artikel 2 op dezelfde wijze uit als die bedoeld in het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor Internationale betrekkingen.

Ingeval van strijdigheid van belangen, namelijk wanneer een opdracht die door het College is toevertrouwd aan het Commissariaat zou moeten worden vervuld in een land waarmee de Franse Gemeenschap haar betrekkingen om politieke redenen heeft verbroken, dan brengt het Commissariaat het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen en de Minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen op de hoogte. In dat geval kan de Minister van de Franse Gemeenschapsregering, na overleg met het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen, zich verzetten tegen de uitvoering van de opdracht die het College heeft toevertrouwd aan het Commissariaat.

#### Artikel 4

Het Commissariaat voert de opdrachten bedoeld in artikel 2 uit in het raam van een jaarlijks krediet van 12,5 miljoen dat ter beschikking wordt gesteld door de Commissie en geboekt op basis van een bijzonder begrotingsartikel.

## Artikel 5

Het Commissariaat legt de projecten ter goedkeuring voor aan het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen. Hij brengt het Lid van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen hiervan op de hoogte.

Het Commissariaat brengt het Lid van het College dat sectorieel bevoegd is hiervan op de hoogte.

Ingeval van strijdigheid van belangen, namelijk wanneer een opdracht die is toevertrouwd aan het Commissariaat door het College zou moeten worden vervuld in een land waarmee de Franse Gemeenschap haar betrekkingen om politieke redenen heeft verbroken, dan brengt het Commissariaat het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen en de Minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor Internationale betrekkingen op de hoogte. In dat geval kan de Minister van de Franse Gemeenschapsregering, na overleg met het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen, zich verzetten tegen de uitvoering van de opdracht die het College heeft toevertrouwd aan het Commissariaat.

## Artikel 6

De Franse Gemeenschap en de Commissie verbinden zich ertoe overleg te plegen om de aanwezigheid van Franstalig België op internationaal vlak zo optimaal mogelijk te verzekeren.

## Artikel 7

De Franse Gemeenschap en de Commissie kunnen, indien zij dat nodig achten, gezamenlijk bepaalde akkoorden sluiten met buitenlandse partners.

## Artikel 8

Wanneer de Franse Gemeenschap en de Commissie beslissen om deel te nemen aan eenzelfde internationaal gebeuren in het buitenland, dan zien de Minister en het Lid van het College bevoegd voor Internationale betrekkingen erop toe dat de respectieve diensten en departementen gezamenlijk aanwezig zijn is en komen ze tot een akkoord over de samenstelling van die vertegenwoordiging en over de kostendeling.

## Artikel 9

Dit samenwerkingsakkoord is gesloten voor onbepaalde duur.

Elk van de partijen kan dit opzeggen mits een vooropzeg van zes maanden.

## Artikel 10

Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 maart 1995 wordt opgeheven.

Brussel, 30 april 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Internationales Betrekkingen,

W. ANCIEN

Voor het College :

H. HASQUIN



F. 98 — 3221

[98/29451]

**31 AOUT 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, notamment les articles 3, 11 et 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997 portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, les termes « 3 000 francs » sont remplacés par « 5 000 francs ».

**Art. 2.** A l'article 7, § 4 les termes « au paragraphe premier » sont remplacés par les termes « aux paragraphes premier et deuxième ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.